



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

YONNE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°89-2020-037

PUBLIÉ LE 30 MARS 2020

Sommaire

Centre détention Joux-la-Ville

89-2010-03-16-001 - DELEGATION DE SIGNATURE (13 pages)

Page 3

Préfecture de l'Yonne

89-2020-03-10-004 - Arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône Alpes
n°69.2020.03.10.001 portant organisation de la DIRCE (4 pages)

Page 17

Centre détention Joux-la-Ville

89-2010-03-16-001

DELEGATION DE SIGNATURE



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE DIJON
CENTRE DE DETENTION DE JOUX LA VILLE

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURES

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-6-24 et R57-7-5,

Vu l'article L221-1 du code des relations entre le public et l'administration, alinéa 2

Madame Laure SUAREZ, directrice par intérim donne :

Article n°1 :

A compter du 13 janvier 2020, délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Stéphane MATHON en qualité de Directeur des services pénitentiaires, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°2

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur LIZE Stéphane en qualité de capitaine pénitentiaire, chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°3

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame Olivia HOLLANT en qualité de lieutenant pénitentiaire, adjointe au chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n° 4

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Eric MAIGROT en qualité de lieutenant pénitentiaire, chef de bâtiment, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°5

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Pascal POULAIN, en qualité de faisant fonctions d'officier, chef de bâtiment, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n° 6

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Denis COUGNOT, en qualité de major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°7

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Patrice JORAND, en qualité de major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°8

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Thierry LAPERTOT en qualité de major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°9

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Gilles VERPLANCKE, en qualité de major pénitentiaire, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°10

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Michel BILLOIRE en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°11

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Christophe BUSQUET en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°12

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Frédéric CHARPENTIER en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°13

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Yoann CORDET en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°14

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Stéphane DELAUNAY, en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°15

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Baptiste DEVOS en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelle visées dans le tableau joint.

Article n°16

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur David DUBOIS en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelle visées dans le tableau joint.

Article n°17

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Bernard FERRASSE en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint

Article n°18

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame Ophélie HUBBEN en qualité de première surveillante aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint.

Article n°19

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame Amélie JULLEROT en qualité de faisant fonction de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint

Article n°20

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Laurent LAURET en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint

Article n°21

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Alexandre LEFAIVRE en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelle visées dans le tableau joint.

Article n°22

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Patrick LOUIS en qualité de premier surveillant moniteur de sport, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau joint

Article n°23

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Kévin OGIELA en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelle visées dans le tableau joint

Article n°24

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur Christophe SIRE en qualité de premier surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelle visées dans le tableau joint.

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement à compter de sa publication

Joux la Ville, le 16 mars 2020
La Directrice par intérim,

L. SUAREZ



Centre de Détention
La Poste aux Alouettes
89440 JOUX LA VILLE
Téléphone : 03.86.33.61.06



Le Chef d'établissement par intérim donne délégation de signature, en application du Code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5 ; R57-7-79) et à la mise en œuvre du décret du 13 mai 2014 aux personnes désignées :

Profils des délégués :

- 1 : directeur des services pénitentiaires
- 2 : Attachée
- 3: chef de détention et adjoint
- 4 : officiers
- 5: majors et premiers surveillants

Abréviation : RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article 57-6-18 du code de procédure pénale

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 2 3 4 5 | | | | |
|--|------------------------------------|-----------|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| <i>Organisation de l'établissement</i> | | | | | | |
| Elaboration et adaptation du règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | | X | | |
| Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24 ; D. 277 | X | | X | | |
| Détermination des modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | | X | | |
| <i>Vie en détention</i> | | | | | | |
| Désignation des membres de la CPU | D.90 | X | | X | | |
| Présidence de la CPU | D.90 | X | | X | | |
| Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule | R. 57-6-24 | X | | X | X | X |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Détermination du régime de détention des personnes détenues en prenant en compte leur personnalité, leur santé, leur dangerosité et leurs efforts en matière de réinsertion sociale | 717-1 / D92 / art 48, I et II du RI | X | | X | | |
| Définition des modalités de prise en charge individualisée des personnes détenues | D92 | X | | X | X | |
| Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule | D.93 | X | | X | X | X |
| Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue | D.94 | X | | X | X | X |
| Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 370 | X | | X | | |
| Réalisation des entretiens arrivants le lendemain de l'arrivée au plus tard | Art 3 RI | X | | X | X | X |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération | Art 46 RI | X | | X | | X |
| Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes | Art 34 du RI | X | | | | |
| Opposition à la désignation d'un aidant | R. 57-8-6 | X | | | | |
| Mesures de contrôle et de sécurité | | | | | | |
| Utilisation des armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | | X | | |
| Appel aux forces de l'ordre pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité lorsque la gravité ou l'ampleur d'un incident survenu ou redouté à l'intérieur d'un établissement ne permet pas d'assurer le rétablissement ou d'envisager le maintien de l'ordre et de la sécurité par les seuls moyens du personnel de surveillance | D. 266 | X | | X | | |
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de matériels et appareillages médicaux | Art 14, I du RI | X | | X | X | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de vêtements et objets laissés habituellement en sa possession pour des motifs de sécurité | Art 5 RI | X | | X | X | X |
| Remise d'objets propres à assurer la sécurité de la personne détenue ou d'une dotation de protection d'urgence | Art 5 RI | X | | X | X | |
| Interdiction à une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 du RI | | | | | |
| Décision de retenue du matériel informatique pour des raisons d'ordre et de sécurité ou en cas d'impossibilité d'accéder aux données informatiques, du fait volontaire de la personne détenue | Art 19-VII du RI | X | | X | | |
| Décision de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79 | X | | X | X | X |
| Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République | R. 57-7-82 | X | | X | | |
| Détermination des horaires et de la fréquence des rondes de nuit | D272 | X | | X | | |
| Décision d'ouverture d'une cellule pendant la nuit pour des raisons graves ou en cas de péril imminent | D270 | X | | X | X | |
| Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue | Art 7-III du RI | X | | X | X | X |
| Décision de mise en œuvre des mesures de contrôle pour des motifs de sécurité des personnes accédant à l'établissement pénitentiaire | R56-6-24 al 3, 5° | X | | X | X | X |
| Demande de garde statique auprès au préfet de département aux fins d'escorte et de garde par les forces de l'ordre de la personne détenue hospitalisée | D394 | X | | X | X | |
| Emploi des menottes ou des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III du RI | X | | X | X | X |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif | D.308 | X | | X | X | |
| Discipline | | | | | | |
| Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R.57-7-18 | X | | X | X | X |
| Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle suite à la commission d'une faute disciplinaire | R.57-7-22 | X | | X | X | X |
| Engagement des poursuites disciplinaires | R.57-7-15 | X | | X | | |
| Présidence de la commission de discipline | R.57-7-6 | X | | X | | |
| Elaboration du tableau de roulement des assessseurs extérieurs | R. 57-7-12 | X | | X | | |
| Demande de retrait de l'habilitation d'un assessseurs de la commission de discipline | D.250 | | | | | |
| Désignation des membres assessseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | | X | | |
| Prononcé des sanctions disciplinaires | R.57-7-7 | X | | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaire | R.57-7-54 à R.57-7-59 | X | | X | | |
| Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions | R.57-7-60 | X | | X | | |
| Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.57-7-25 | X | | X | | |
| Isolément | | | | | | |
| Proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-64 ; R. 57-7-70 | X | | X | | |
| Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67 ; R. 57-7-70 | X | | X | | |
| Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | | X | X | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66 ; R. 57-7-70 R. 57-7-74 | X | | X | | |
| Levée de la mesure d'isolement | R. 57-7-72 ; R. 57-7-76 | X | | X | | |
| Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R.57-7-64 | X | | X | | |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | | | | | |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | | X | | |
| Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | | X | | |
| <i>Gestion du patrimoine des personnes détenues</i> | | | | | | |
| Fixation de la somme que les personnes détenues bénéficiant d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir | D.122 | | | X | | |
| Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | | | X | | |
| Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible | Art 30 du RI | | | X | | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II du RI | | | X | | |
| Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 du RI | | | X | | |
| Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés | Art 728-1 | | | X | | |
| Autorisation pour les personnes condamnées de recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 du RI | | | X | | |
| Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24, III du RI | | | X | | |
| Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids | Art 24 III du RI | | | X | | |
| Octroi d'aides en nature ou en numéraire aux personnes détenues sans ressources suffisantes | D347-1 du CPP et article 13 de la loi pénitentiaire du 24/09/2009 | | | X | | |
| Décision de transmission au régisseur des comptes nominatifs pour versement au Trésor Public de sommes d'argent trouvées en possession irrégulière des personnes détenues. | D. 332-1 | | | X | | |
| <i>Décision que les visites auron lieu dans un parloir avec dispositif de séparation</i> | | | | | | |
| Refus opposé à une personne détenue de procéder à des achats en cantine | Art 25 du RI | X | | X | | |
| Autorisation donnée à la personne détenue de faire l'acquisition d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | Art 25 du RI | X | | X | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 25 du RI | X | | X | | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 19-IV du RI | X | | X | | |
| Relations avec les collaborateurs | | | | | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation | D. 389 | X | | X | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | X | | X | | |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | X | | X | | |
| Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement | D. 388 | | | | | |
| Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus | D. 446 | X | | X | | |
| Instruction des demandes d'agrément en qualité de mandataire et proposition à la DISP | R. 57-6-14 | X | | | | |
| Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé | R. 57-6-16 | | | | | |
| Fixation des jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 du RI | X | | | | |
| Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | | | | | |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | | |
| Détermination des jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | D. 57-9-5 | X | | X | | |
| Désignation d'un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | D. 57-9-6 | X | | X | | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Autorisation de recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement | D. 57-9-7 | X | | X | | |
| Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | | | | |
| <i>Visites, correspondance, téléphone</i> | | | | | | |
| Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5 | R. 57-6-5 | X | | | | |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel | R. 57-8-10 | X | | | | |
| Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation | R. 57-8-12 | X | | X | X | |
| Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | | X | | |
| Autorisation- refus- suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées | R. 57-8-23 | X | | X | | |
| <i>Entrée et sortie d'objet</i> | | | | | | |
| Autorisation d'entrée ou de sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D.274 | X | | X | | |
| Notification à l'expéditeur ou à la personne détenue du caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32, I du RI | X | | X | | |
| Autorisation de recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32, II du RI | X | | X | | |
| Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles | Art 19, III du RI | X | | X | | |

| Décisions administratives individuelles | Sources : code de procédure pénale | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|
| Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues | R. 57-9-8 | X | | X | | |
| Activités | | | | | | |
| Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion | Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 | X | | X | X | |
| Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale | Art 17 du RI | X | | | | |
| Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | | X | | |
| Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues | R. 57-9-2 | X | | | | |
| Etablissement de la liste des personnes détenues autorisées à participer à des activités après concertation du service pénitentiaire d'insertion et de probation | D446 | X | | X | | |
| Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations | D. 432-3 | | | | | |
| Interdiction à une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 RI | X | | X | | |
| Organisation et mise en œuvre de la consultation des personnes détenues sur les activités proposées | R57-9-2-1 à R57-9-2-5 Art 17-1 RI | X | | | | |
| Suspension provisoire ou déclassement d'un emploi pour incompétence ou inadaptation au poste | D432-4 | X | | X | | |
| Administratif | | | | | | |
| Certification conforme de copies de pièces et pour la légalisation de signature | D. 154 | X | | | | |

| Décisions administratives individuelles | | Sources : code de procédure pénale | | | | |
|--|---------------------|------------------------------------|---|---|---|---|
| | | <i>Divers</i> | | | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur | D.124 | X | | X | | |
| Modification sur autorisation du JAP des horaires d'entrée et sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir | 712-8, D. 147-30 | X | | | | |
| Habilitation spéciale des agents des greffes afin d'accéder au FJIAIT et d'enregistrer les dates d'écrrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-25-9 | X | | | | |
| Habilitation spéciale des agents des greffes afin d'accéder au FJIAIS et d'enregistrer les dates d'écrrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-53-7 | X | | | | |

Joux-la-Ville, le 16 mars 2020

La Directrice par intérim

I. SUAREZ



Préfecture de l'Yonne

89-2020-03-10-004

Arrêté du préfet de la région Auvergne Rhône Alpes
n°69.2020.03.10.001 portant organisation de la DIRCE



PREFET DU RHONE

Préfecture

Lyon, le 10 mars 2020

Direction de la coordination
des politiques interministérielles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69.2020.03.10.001 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Centre-Est

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,
PRÉFET DU RHÔNE,
PRÉFET COORDONNATEUR DES ITINÉRAIRES ROUTIERS**

*Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite*

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment en son article 18 ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes modifié ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu les avis des comités techniques du 18 septembre 2019 et du 26 novembre 2019 de la direction interdépartementale des routes Centre-Est ;

Sur proposition de la directrice interdépartementale des routes Centre-Est ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La direction interdépartementale des routes Centre-Est (DIR Centre-Est) est organisée comme suit :

Le directeur interdépartemental des routes est assisté :

- de deux directeurs adjoints

La DIR Centre-Est comprend :

- une mission pilotage (MP),
- un secrétariat général (SG),
- un service patrimoine et entretien (SPE),
- un service exploitation et sécurité (SES),
- deux services régionaux d'exploitation à Lyon et Moulins (SREX),
- deux services d'ingénierie routière à Lyon et Moulins (SIR),
- un service régional d'exploitation et d'ingénierie à Chambéry (SREI).

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03

Pour connaître nos horaires d'ouverture et les modalités d'accueil : internet : www.rhone.gouv.fr ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

Article 2 : Missions et organisation des services

2.1 - La Mission Pilotage assiste la direction dans le pilotage de la DIRCE en s'appuyant sur la démarche d'amélioration continue dans toutes les activités de la DIR, sur la communication interne et externe. Elle anime l'intégration des principes du développement durable dans les activités de la DIR.

2.2 - Le secrétariat général est chargé :

- de la gestion des ressources humaines et des compétences,
- du pilotage des ressources matérielles et de la politique informatique,
- du pilotage du budget de fonctionnement et de la gestion comptable,
- des missions relatives à l'hygiène, la sécurité et la santé au travail.

Il comprend :

- un pôle moyens,
- un pôle ressources humaines,
- un pôle sécurité prévention.

2.3 - Le service patrimoine et entretien est chargé :

- de la connaissance du patrimoine et du déploiement du système d'information géographique associé,
- de la définition de la politique d'entretien des chaussées, des ouvrages d'art et des dépendances et équipements,
- de la définition et de la gestion de la flotte des matériels,
- du pilotage et du suivi de la programmation budgétaire,
- de la gestion financière des budgets d'entretien et de maintenance,
- de la politique de gestion du domaine public,
- des affaires juridiques et du contentieux.

Il comprend :

- un pôle patrimoine et budget,
- un pôle entretien routier,
- une cellule ouvrages d'art.

2.4 - Le service exploitation et sécurité est chargé :

- de la définition de la politique d'exploitation en matière de surveillance du réseau et de viabilité,
- de la définition de la politique de gestion du trafic et d'information aux usagers,
- du pilotage et de la mise en œuvre d'opérations de gestion du trafic,
- de la définition de la politique de maintenance des équipements dynamiques,
- du pilotage des démarches en matière de sécurité des infrastructures,
- du pilotage et du suivi des obligations réglementaires en matière de gestion des risques liés au patrimoine routier.

Il comprend :

- un pôle équipements et systèmes,
- une cellule sécurité routière,
- une cellule exploitation et gestion du trafic.

2.5 - Les services régionaux d'exploitation (SREX)

Les services régionaux d'exploitation sont chargés du pilotage et de la coordination de la mise en œuvre des politiques d'entretien et d'exploitation du réseau.

Pour ce faire, ils disposent de PC trafic, de districts et leurs centres d'entretien et d'intervention (CEI), chacun ayant compétence sur un territoire défini.

Les districts sont chargés de mettre en œuvre les politiques de viabilité, d'entretien et de gestion du domaine public et ils participent à la mise en œuvre des politiques de surveillance du réseau, de gestion du trafic et d'information des usagers.

Les PC sont chargés de la surveillance du réseau, de la gestion du trafic et de l'information des usagers. Ils assurent la maintenance des équipements dynamiques et des systèmes informatiques.

Le SREX de Lyon comprend :

- une cellule gestion de la route,
- le district de Lyon avec les CEI de Pierre-Bénite, Saint -Priest et Machézal,
- le district de Saint-Etienne avec le CEI de La Varizelle,
- le district de Valence avec les CEI de Montélimar, Roussillon et Alixan,
- le PC de Genas (PCG Coraly et PAIS),
- le PC Hyrondelle (Saint-Etienne).

Le SREX de Moulins comprend :

- une cellule gestion de la route,
- le district de La Charité-sur-Loire avec les CEI de La Charité-sur-Loire, Saint-Pierre-le-Moutier, Clamecy et Auxerre (CEI annexe Le Cheminot),
- le district de Mâcon avec les CEI de Charnay-lès-Mâcon, Paray-le-Monial, Montchanin, Dijon et A38 et le CES de Saint-Marcel,
- le district de Moulins avec les CEI de Toulon-sur-Allier, Varennes-sur-Allier et Roanne (CEI annexe Saint-Martin d'Estreaux) et l'atelier de Moulins,
- le PC de Moulins.

2.6 - Les services d'ingénierie routière (SIR)

Les services d'ingénierie routière assurent :

- des missions d'ingénierie de conception et de direction de l'exécution des travaux des opérations d'aménagement du réseau pilotées par les DREAL (Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté),
- des missions d'ingénierie et de direction de l'exécution des travaux des opérations de réhabilitation et de grosses réparation du réseau pilotées par la DIR Centre-Est.

Le SIR de Lyon comprend :

- la cellule gestion financière et commande publique,
- un pôle routier et des chefs de projets,
- le pôle ouvrage d'art.

Le SIR de Moulins comprend :

- un pôle administration et gestion,
- un pôle routier et des chefs de projets,
- une antenne à Mâcon qui comprend :
 - un pôle routier et des chefs de projets.

2.7 - Le service régional d'exploitation et d'ingénierie (SREI) de Chambéry

Le SREI exerce sur le réseau national de l'Isère et de la Savoie les missions dévolues aux services régionaux d'exploitation et aux services d'ingénierie routière.

Il comprend :

- un pôle administration et gestion,
- un pôle routier et des chefs de projets,
- le pôle tunnel,
- le district de Chambéry/Grenoble avec les CEI de Chambéry, Aigueblanche (CEI annexe Albertville) et Grenoble,
- le PC Osiris (Albertville),
- le PC Gentiane (Grenoble).

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 23 juin 2017 fixant l'organisation de la direction interdépartementale des routes Centre-Est est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La directrice interdépartementale des routes Centre-Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de l'Allier, de l'Ardèche, de l'Aube, de la Côte d'Or, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, de la Nièvre, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie, du Vaucluse et de l'Yonne.

Le Préfet



Pascal MAILHOS